

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.604 du 24 février 2000

A.75.624/XIII-276

En cause :     **ALPI** Edmond,  
                  rue du Grand Central 68  
                  6000 Charleroi,  
  
                  contre :  
  
                  **l'Etat belge**, représenté par  
                  le Ministre des Finances.

-----  
**LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 25 août 1997 par Edmond ALPI qui demande l'annulation de la décision du Ministre des Finances prise le 1<sup>er</sup> juillet 1997 lui refusant la révision spéciale du revenu cadastral pour un immeuble situé à Charleroi I, rue du Grand Central, 68, section B, n° 240 P 67;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. THIBAUT, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 6 septembre 1999 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu le rapport de M. THIBAUT, auditeur, rédigé sur la base de l'article 14quater, § 1<sup>er</sup>, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en son avis conforme, M. KOVALOVSKY, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, le 19 janvier 1998, la partie requérante a reçu la notification du rapport de l'auditeur qui concluait au rejet du recours; qu'elle n'a introduit aucune demande de poursuite de la procédure dans les trente jours de la notification de ce rapport; qu'en application de l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, elle est présumée se désister de son recours,

#### **D E C I D E :**

#### **Article 1<sup>er</sup>.**

Le désistement est décrété.

**Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs,  
sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique  
de la XIII<sup>e</sup> chambre, le vingt-quatre février deux mille  
par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,	Le Président f.f.,
-------------------	--------------------

G. SCOHY.

M. LEROY.